

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/TBT/Notif.96.203

8 juillet 1996

(96-2635)

Comité des obstacles techniques au commerce

NOTIFICATION

La notification suivante est communiquée conformément à l'article 10.6.

1.	Membre de l'Accord adressant la notification: <u>BELGIQUE</u> Le cas échéant, pouvoirs publics locaux concernés (articles 3.2 et 7.2): Belgique
2.	Organisme responsable: Ministerie van Justitie Bestuur Strafwetgeving en Rechten van de Mens Dienst Wapens Waterloolaan 115 1000 BRUSSEL/BRUXELLES L'organisme ou l'autorité désigné pour s'occuper des observations concernant la notification peut être indiqué s'il est différent de l'organisme susmentionné:
3.	Notification au titre de l'article 2.9.2 [X], 2.10.1 [], 5.6.2 [], 5.7.1 [], autres:
4.	Produits visés (le cas échéant, position du SH ou de la NCCD, sinon position du tarif douanier national. Les numéros de l'ICS peuvent aussi être indiqués, le cas échéant): Par exemple les serrureries, le verre feuilleté et le verre armé, les extincteurs, les installations d'alarme, les coffres-forts, ...
5.	Intitulé, nombre de pages et langue(s) du texte notifié: Arrêté royal visant la définition de conditions de sécurité auxquelles le stockage, la mise en dépôt et la collection d'armes à feu ou de munitions sont soumis.
6.	Teneur: Pour pouvoir entreposer des armes et des munitions, il faudra répondre à un certain nombre de mesures de sécurité, en fonction de la quantité et du type des armes concernées. Une norme néerlandaise existante est proposée pour les serrureries, une norme belge existante est proposée pour le verre feuilleté et le verre armé. Les installations d'alarme doivent être conformes à la réglementation existante émanant du Ministère de l'intérieur (A.R. de 1991). D'autres mesures de sécurité devront uniquement répondre à des critères concrets, comme le poids, l'épaisseur, la résistance ...; de la même façon que dans les réglementations déjà en vigueur.

7.	Objectif et justification: La législation sur les armes prévoit cette réglementation, qui est indispensable pour la protection de l'ordre public et la sécurité. On constate souvent, lors de cambriolages dans des armureries, que les mesures de sécurité n'ont pas été prises, ou ont été insuffisantes, et que les armes volées se retrouvent ensuite dans le circuit illégal, où elles sont souvent utilisées pour commettre des crimes. En appliquant cette réglementation, les personnes entreposant elles-mêmes des armes seront, elles aussi, mieux protégées.
8.	Documents pertinents: La loi sur les armes et la loi sur les entreprises de surveillance, comme définies dans le projet, accompagnées de plusieurs de leurs décrets exécutoires. Tous les textes auxquels il est fait référence se trouvent en annexe au projet.
9.	Date projetée pour l'adoption: } Date projetée pour l'entrée en vigueur: } 60 jours
10.	Date limite pour la présentation des observations:
11.	Entité auprès de laquelle le texte peut être obtenu: point national d'information [X] ou adresse et numéro de téléfax d'un autre organisme: CIBELNOR